

« LES PARADOXES ALLEMANDS »

Cette expression « *Les paradoxes allemand* » (Boris Gresillon présente le panorama de l'Allemagne dans l'ouvrage *Images économiques du monde 2006*) illustre les records enregistrés par l'État ces dernières années. Les grandes entreprises ont enregistré des profits records : selon le directeur de la recherche économique de la Deutsche Bank Research, interviewé le 28 octobre par L'Expansion, « *le secteur exportateur allemand est en super forme* », les entreprises « *enregistrent des profits faramineux et leurs marges n'ont pas été aussi élevées depuis 35 ans* ». L'État est redevenu le premier exportateur mondial devant les États (la forte croissance des exportations depuis la mi 2003 a conduit à un excédent commercial de 155.9 milliards d'euro en 2004). Cet excédent commercial correspond à 8% du PIB allemand (l'équivalent d'un viaduc de Millaud par jour). Pour 2005, l'Institut de l'économie allemande table sur un accroissement de 5.3% des exportations de biens et de services par rapport à 2004. Le capitalisme Allemand s'impose aussi en Europe (l'Europe a représenté l'an dernier 85% de l'excédent allemand ; les exportations de l'État vers le reste de l'Europe ont doublé depuis 1993 ; les exportations vers le reste du monde sont passées de 8,5% à 13% du PIB allemand). Ces résultats ne sont pas pour rien dans le recul des parts de marché de l'Italie (3.7% du marché international en 2004, contre 4.7% en 1996) et de la France (dont la balance commerciale est redevenue déficitaire depuis 2004).

Mais l'État a aussi établi deux autres records : un endettement public de 1 370 milliards d'euros en 2004 et le plus fort taux de chômage de l'histoire de la République fédérale : 5 millions début 2005, 5.2 millions à la fin du premier trimestre 2005 soit 12% de la population active. Cette moyenne masque de fortes disparités entre la Bavière et le Bade-Wurtemberg et les

LE PROLÉTARIAT RÉUNIFIÉ À L'ORIGINE DES DIFFICULTÉS DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE.

Selon l'institut IWH, « *Les transferts publics de l'ouest de l'État vers l'est représentent actuellement près de 85 milliards d'euros par an soit plus de 4% du PIB ouest-allemand et environ 30% du PIB est-allemand. Cumulés sur la période 1991-2003, ils sont chiffrés à un total d'environ 900 milliards d'euros* ». Wolfgang Wiegand président du Conseil des experts économiques (le groupe des « cinq sages ») rappelle la série « d'erreurs » dans la politique de l'unification économique de l'État : la conversion monétaire de juillet 1990 (1 Deutsche Mark pour 1 Ost Mark), « *les augmentations salariales précipitées intervenues de 1990 à 1995* », « *l'ampleur des transferts publics opérés d'ouest en est tient largement au fait que (...) le système de protection sociale et d'aides publiques a été transféré quasiment à l'identique vers les nouveaux Länder* » Il rappelle que l'ex-ministre de l'économie du

Länder de l'est où le taux de chômage dépasse 18% - en moyenne - de la population active.

L'année 2002 a connu une croissance atone, suivie d'une récession en 2003 ; en 2004 le PIB a été tiré par les exportations qui se sont accrues de 1.7% dans un contexte de faible consommation des ménages. L'Allemagne a l'un des plus faibles taux de croissance de l'Union européenne depuis dix ans (il oscille entre 1 et 1.5% par an). L'Allemagne où l'industrie réalise 29% du PIB (contre 23% aux États-Unis) est particulièrement touchée par les difficultés de l'économie mondiale « *L'Allemagne souffre de surcapacités de production alarmantes. Cela peut signifier une croissance faible proche de zéro pendant encore plusieurs années, avec la montée affolante du chômage* » (Philippe Vilmus *De krach en crises* p 209). La bourgeoisie allemande doit donc faire payer aux masses la crise du système capitaliste. C'est le « conseil » d'une étude récente du Comité d'études des relations allemandes (*Regards sur l'économie allemande*. Bulletin économique du CIRAC 3 octobre 2005), qui cible les problèmes structurels internes. Les entreprises allemandes ont réussi à accroître leurs parts de marché dans le monde grâce aux restructurations et à la rationalisation de la production ; mais cela se fait au détriment de l'emploi localisé sur le territoire allemand (autrement dit en expulsant nombre de travailleur du cycle de production, en créant un important chômage). Et c'est cette masse de chômeur qui est aujourd'hui utilisée pour imposer une baisse de la valeur de la force de travail. En 2004, les coûts salariaux unitaires ont baissé pour la première fois depuis sept ans grâce à une modération salariale continue et à une hausse de 1% de la productivité horaire. Et cette tendance s'est depuis poursuivie.

gouvernement Kohl regrette d'avoir « *trop financé la consommation au détriment de l'investissement* »

Qualifier « d'erreur » cette politique de Kohl et de la CDU/CSU, c'est « oublier » la réalité. La réalité, c'est que c'est la mobilisation du prolétariat de l'Est (de l'ex RDA) qui a imposé la réunification de l'État. La réalité, c'est que le SPD s'est opposé à la réunification (aux élections de 1990, il perd 4% de son électorat de 1988). La réalité, c'est qu'en l'absence de perspective politique, de Parti ouvrier révolutionnaire, la réunification s'est faite dans le cadre de l'État fédéral bourgeois (la RFA) ; mais le prolétariat allemand unifié a combattu pour imposer l'extension à l'est des acquis du prolétariat de la RFA. Et c'est cette « facture » de l'unification allemande qui est insupportable au capital allemand. Que de telles sommes soient consacrées à payer le chômage, les services sociaux, la reconstruction des villes et des infrastructures... est pour

le capital aujourd'hui intolérable. Une commission allemande reprochait au gouvernement fédéral Schröder-Fischer d'avoir prolongé jusqu'en 2020 le statut particulier des Länder de l'est en leur accordant des aides dérogatoires, leur laissant affecter ces moyens comme ils le souhaitent ; « *ces Länder effectueraient en parallèle des dépenses lourdes (aéroports, universités...) au risque de grever durablement leurs budgets respectifs* ». Elle mentionnait une étude de la Commission européenne qui considère que « *la panne de croissance actuelle de l'État serait pour les deux tiers imputable aux différents effets de l'unification, en particuliers aux transferts publics opérés d'ouest en est* ». En effet, même si on ne peut séparer l'économie allemande de la conjoncture économique internationale, il faut constater que la croissance s'est ralentie depuis 1990 : à peine plus de 1 % de croissance par an, contre 3,5 % durant la seconde moitié des années 1980.

Et cette commission allemande invitait le gouvernement dirigé par Schröder à corriger d'urgence le cours de sa

LES ACQUIS DU PROLÉTARIAT ALLEMAND : le « JURASSIC PARC » DE LA « VIEILLE EUROPE »

Le gouvernement Schröder-Fischer a introduit des mises en cause fondamentales dans les acquis du prolétariat allemand. Un article paru, en janvier 2005, dans la revue de l'Institut de Recherches Economiques et Sociale (association créée en 1982 par les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, CGT-FO et UNSA Education avec le concours du gouvernement) indique que le gouvernement « *a mis en œuvre les pans essentiels de son Agenda 2010* », et il précise : « *Harz IV signifie plus qu'une réforme du marché du travail* ». Mais pour le capital financier, la « *vieille Europe* » ressemble encore à « *un Jurassic Parc* » ; cette expression utilisée dans un article paru en octobre dernier dans la presse japonaise désigne les « *acquis sociaux* » des prolétariats d'Europe (en particuliers ceux de (en particuliers ceux de l'Allemagne, de la France, de la Belgique et de l'Italie). De même si la Commission européenne dont la mission est d'assurer la défense des bourgeoisies d'Europe, se satisfait des statistiques d'Eurostat publiées en septembre, annonçant que les déficits publics de la zone euros en moyenne sont passés de 3% du PIB en 2003 à 2,7% en 2004, fustige-t-elle les déficits excessifs de l'Allemagne (3,7%), de la France (3,6%), de l'Italie (3,2%), de la Grèce (6.6%) et du Portugal (3%). Pour le capital, l'offensive contre les acquis des prolétariats d'Europe doit redoubler d'intensité. L'éditorialiste du Figaro du 2 novembre 2005 rappelle que « *des élections allemandes, telles qu'ils les avaient imaginées à l'origine, les principaux partenaires de Berlin attendaient une accélération des réformes avec un effet d'entraînement sur les pays voisins* ». Pris d'angoisse devant les incertitudes de la situation économique internationale, la bourgeoisie française en vient à exhorter l'impérialisme allemand : faites en sorte que la « *première économie européenne se grippe pas* ». Le

politique en faveur des nouveaux Länder. Pour ce faire, elle proposait d'accentuer la création de « *zones économiques spéciales* » à l'Est : les aides doivent favoriser « *des noyaux industriels prometteurs* » et non des « *régions défavorisées* » ; une politique salariale spécifique doit s'appuyer sur l'exemption des régions de l'est de certaines réglementations en vigueur à l'Ouest (droit du travail, normes de protection de l'environnement, etc...) ; elle doit conduire à « *une plus grande différenciation des salaires et des revenus* ». « *L'objectif est de passer à une situation dans laquelle les entreprises sont obligées de quitter les conventions collectives de branche à une situation dans laquelle ces accords de branche offriraient aux salariés des emplois stables en contrepartie d'horaires de travail plus longs et plus flexibles* ». Et début septembre 2004, le président fédéral Horst Köhler déclarait qu'il fallait mettre fin à l'objectif du rapprochement des niveaux de vie car cela implique une masse de subventions publiques trop lourdes.

Le directeur de la recherche économique de la Deutsche Bank Research interviewé par l'Expansion affiche une certaine confiance : « *Les dépenses d'investissement accélèrent, notamment dans le secteur manufacturier. Nous entrons probablement dans un nouveau cycle.* » De même, l'Institut de l'économie allemande mise pour 2005, comme pour 2006 sur une augmentation de 5% des investissements en équipements. Mais il est explicitement indiqué que ces prévisions ont été élaborées en intégrant le fait que le prochain gouvernement s'appuierait sur une coalition CDU/CSU-SPD pour assurer la poursuite de l'agenda 2005 et la mise en œuvre des décisions du sommet de l'emploi de mars 2005.

Pour le directeur de la recherche économique de la Deutsche Bank Research « *le dynamisme de l'industrie ne suffira pas à générer une croissance économique forte. Il ne faut pas oublier que l'économie allemande reste pour près de la moitié une économie socialiste. Dans le secteur non marchand et l'administration, de nombreux ajustements restent à faire, sur les effectifs, sur la durée du travail, sur le montant des subventions reçues... Le processus est en cours. Mais il prendra du temps* ». En un mot : accentuer l'offensive contre le prolétariat allemand (plan drastique d'assainissement budgétaire, transformation fondamentale de l'assurance maladie, des retraites, « *modernisation* » du marché du travail, etc...) ! Telles sont les exigences du capital allemand. Chef de file économique et politique à l'échelle de l'Europe la bourgeoisie allemande doit affronter le prolétariat réunifié d'Allemagne. Mais elle ne peut le faire sans la complicité active des organisations ouvrières traditionnelles, le SPD, l'appareil de la DGB.